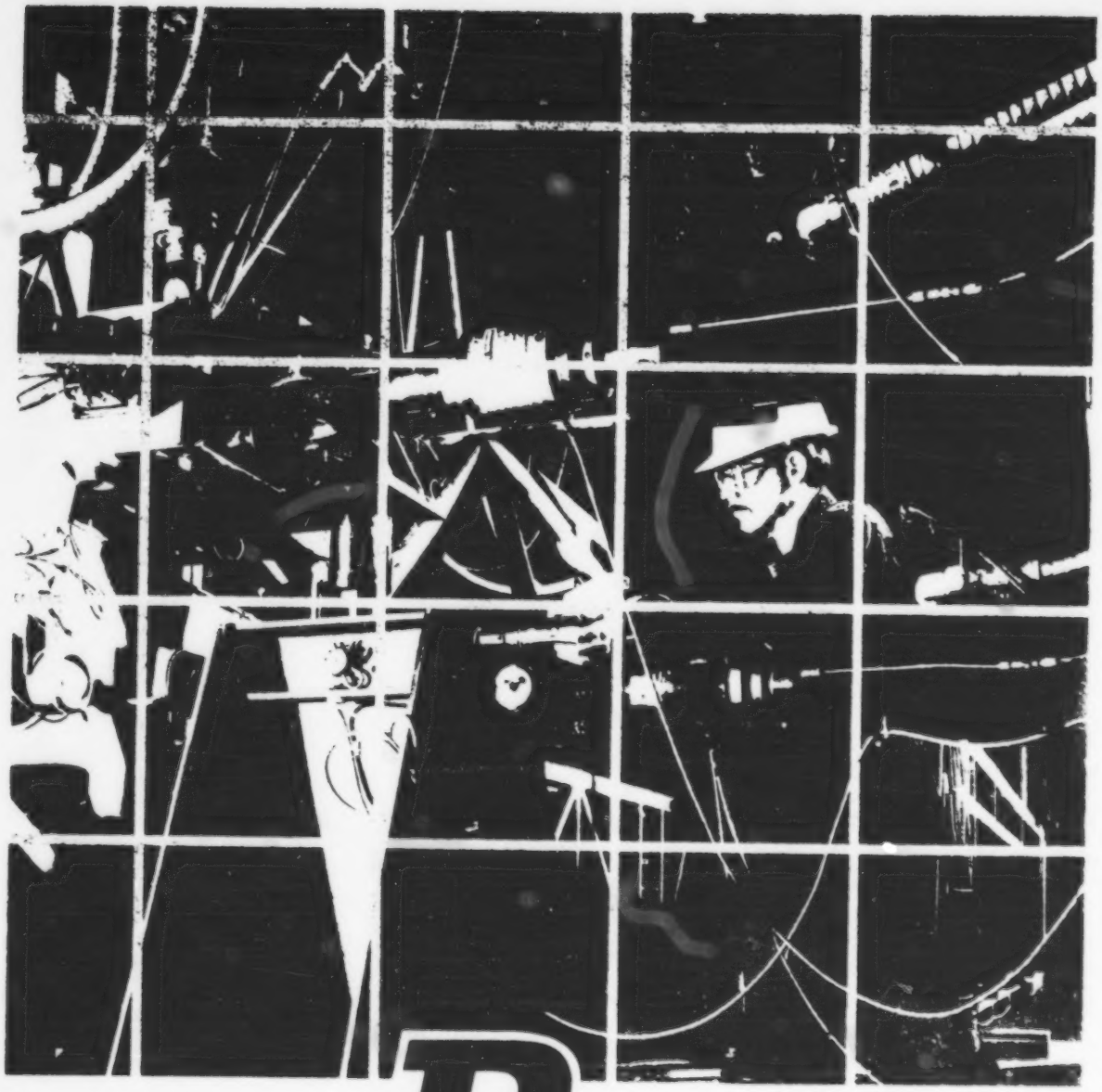


RAPPORT ANNUEL

1987 - 1988

CRIQ

Table des matières

Le rapport du Président et Directeur général 3

La mission du CRIQ 3

Les résultats d'une saine gestion 3

Les activités de promotion et de vente 3

L'information industrielle et technologique 4

La valorisation et les affaires internationales 4

La R-D au laboratoire de Sainte-Foy 5

La R-D au laboratoire de Montréal 6

La collaboration du personnel et des partenaires 7

Le Conseil d'administration, la direction et le personnel 8

Les états financiers 9

Monsieur Pierre Lorrain
Président de l'Assemblée nationale
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,

Daniel Johnson
Québec, juin 1988

Monsieur Daniel Johnson
Ministre de l'Industrie et du Commerce
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (art. 27 et 28), j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel du CRIQ pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le président et directeur général,

Guy Bertrand, ing.
Sainte-Foy, juin 1988

Le rapport du Président et Directeur général

La mission du CRIQ

Le Centre de recherche industrielle du Québec, le CRIQ, a pour mission d'agir comme partenaire des milieux d'affaires, industriels et gouvernementaux pour stimuler le développement économique du Québec.

Comme organisation, le CRIQ offre, selon une approche intégrée qui favorise l'innovation, des services de recherche appliquée, de mise au point de produits et procédés, d'ingénierie de production, d'information industrielle et technologique et de transfert de technologie.

Le CRIQ opère sur une base contractuelle visant à recouvrer les frais associés aux travaux exécutés pour ses clients, avec un souci constant de la satisfaction de la clientèle, de la qualité de ses services et du développement des compétences de son personnel.

Les résultats d'une saine gestion

Les résultats atteints au cours de 1987-1988 démontrent bien la capacité de tout le personnel du CRIQ à mobiliser son énergie et son savoir-faire pour satisfaire ses entreprises-clientes.

Pour maintenir ses activités et sa crédibilité auprès de sa clientèle, le CRIQ adoptait en 1986 un mode de gestion basé sur le concept des centres de responsabilités. Si les effets de cette transition s'étaient déjà fait sentir en 1986-1987, ils se sont de nouveau manifestés cette année. Ainsi, en dépit d'une conjoncture plus difficile qu'il n'avait été prévu en début d'exercice, le niveau d'autofinancement à 44,4 % se compare à celui enregistré en 1986-1987 qui était à 45 %*.

Ce résultat est d'autant plus intéressant que le CRIQ a dû prévoir en cours d'exercice une réserve extraordinaire destinée à couvrir le risque financier associé à quelques projets d'envergure. Cette réserve vise en particulier des innovations majeures qui permettront désormais de remplacer par une fabrication québécoise des produits spécialisés ayant jusqu'ici fait l'objet d'une exclusivité d'importation.

Ce pourcentage d'autofinancement exclut cependant la partie de la subvention gouvernementale qui défraie certains services gratuits d'information et une partie des activités de développement et de familiarisation avec les technologies les plus susceptibles de bénéficier aux entreprises. La dotation gouvernementale sert en outre à couvrir les frais d'acquisition d'immobilisations, à participer aux risques des travaux réalisés pour sa clientèle industrielle et à promouvoir l'innovation comme le lui commande sa mission.

L'exercice 1987-1988 se termine avec une croissance des revenus provenant de la clientèle de 12 % par rapport à l'an dernier pour atteindre 11,6 M $. Quant aux dépenses de fonctionnement avant amortissement, elles se chiffrent à 26,2 M $, 13 % de plus que ce qui prévalait au terme de l'exercice précédent.

Les activités de promotion et de vente

La valeur des travaux confiés au CRIQ en 1987-1988 totalise quelque 15,4 M $, une progression de 2 % par rapport à l'an dernier.

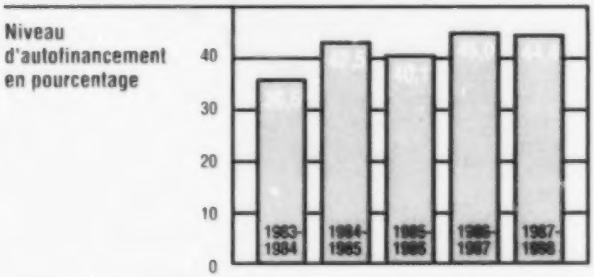
Inférieurs à ce qui était anticipé, ces résultats ne sont pas étrangers au climat d'incertitude qu'a

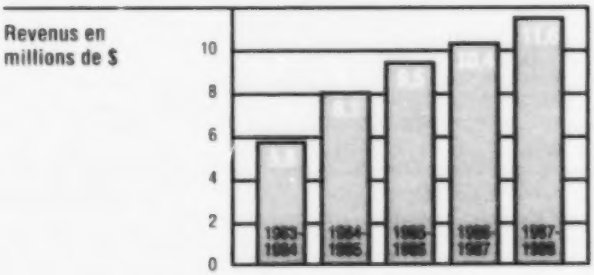
* Le taux d'autofinancement réfère à la proportion des dépenses d'opération (excluant l'amortissement et les intérêts sur emprunts) couverte par ses revenus (excluant les intérêts)

entraîné, dans les différents milieux d'affaires, l'effondrement boursier du 19 octobre 1987. Cet événement marquant de même que le retrait des avantages fiscaux accordés par le gouvernement fédéral aux sociétés en commandite sont venus freiner de façon significative les plans d'investissement de plusieurs chefs d'entreprise en matière de R-D industrielle.

L'effort de prospection par ailleurs n'a jamais été aussi élevé: plus de 1000 offres de service totalisant 26 M $ ont été présentées, 16 % de plus qu'en 1986-1987.

Quant à la répartition de la clientèle, elle s'établit comme suit: 83,1 % PME, 8,3 % grandes entreprises et 8,6 % gouvernements.



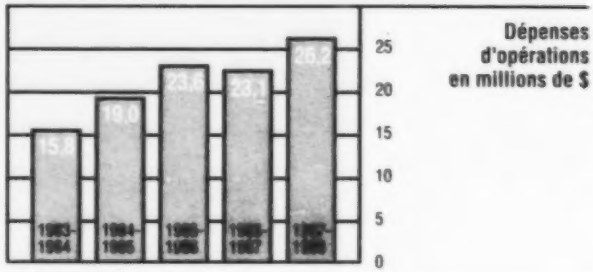


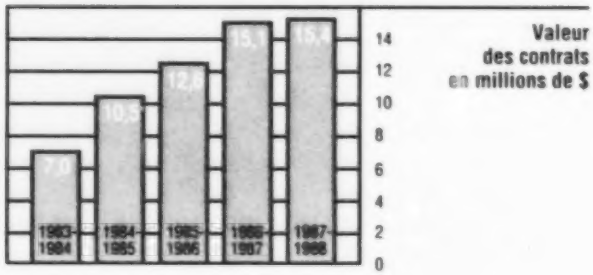
L'information industrielle et technologique

Le CRIQ remplit, auprès des entreprises et des divers milieux économiques, la fonction essentielle de fournir une information à caractère industriel et technologique utile à la prise de décision.

Pour ce faire, la Direction de l'information industrielle et technologique répond aux demandes spécifiques de la clientèle du CRIQ et publie des documents d'information accessibles à tous et qui s'avèrent être des outils de décision de toute première importance.

En 1987-1988, des efforts de mise en marché d'Industrie Information* ont été consentis. Ils se sont concrétisés par l'élaboration d'un plan d'action axé sur la différenciation des services d'information par rapport aux autres services du CRIQ.





Cette mise en marché a entraîné des retombées significatives: les ventes des services d'information du CRIQ atteignent en fin d'exercice 1,5 M $, soit une augmentation de près de 80 % et les offres de service ont augmenté en valeur de près de 70 %.

Signalons également qu'une part importante des revenus d'Industrie Information a été générée par la Banque d'information industrielle: ces revenus sont passés à 440 000 $, soit une augmentation de 16 %. Cette progression des revenus provient de l'accroissement du chiffre de ventes du *Répertoire des produits fabriqués au Québec* et d'autres sous-produits de la banque, telle la vente de listes d'entreprises et étiquettes d'expédition. De plus, la 5e édition du *Répertoire des laboratoires d'essais et d'analyses du Québec* a été publiée au cours de l'année.

La valorisation et les affaires internationales

En matière de valorisation et affaires internationales, le CRIQ poursuit un double objectif: veiller à ce que les résultats de ses travaux bénéficient aux entreprises manufacturières du Québec et s'associer aux organismes internationaux et étrangers les plus susceptibles de contribuer à l'essor technologique du Québec.

* Nom commercial identifiant le mandat d'information industrielle et technologique de la direction.

De plus en plus d'industriels réalisent que le CRIQ c'est aussi Industrie Information

Cette machine assemble 3 pièces de plastique pour former un contenant d'antisudorifique en bâton. Client: Gillette Canada inc.

En ce qui a trait à la valorisation, le CRIQ a accordé deux licences d'exploitation à des entreprises québécoises: l'une aux Industries Fournier de Black Lake pour les applications du pressoir rotatif et l'autre à la Société de recherche SNC inc. pour mettre au point et fabriquer un senseur de véhicules appliqué au trafic routier. Enfin, l'équipe de valorisation a négocié un transfert de savoir-faire à la compagnie Équipêche pour la fabrication d'une machine à plier et à ensacher les filets de poisson.

Au cours du dernier exercice, le CRIQ a obtenu près de 125 000 $ en redevances. Il a également obtenu neuf nouveaux brevets.

Enfin, concernant la collaboration avec ses partenaires universitaires, le CRIQ a maintenu ses liens avec les bureaux de liaison industrielle. Il a en particulier signé une entente-cadre avec l'Université de Montréal. Cette entente vise à faciliter les échanges entre les deux organismes tant sur le plan des ressources humaines que matérielles.

Au plan des relations internationales, des discussions entamées par le CRIQ depuis quelques années avec différents organismes étrangers ont conduit à la signature d'ententes de collaboration dont les perspectives de retombées industrielles sont importantes. Une première entente digne de mention a été conclue avec l'Association pour la science et la technologie de Shangai. Elle vise les échanges technologiques tant entre les deux organismes qu'entre des entreprises québécoises et chinoises.

Le CRIQ et l'Institut de recherche en technologie des pêches (FTFI) à Tromsø en Norvège avaient déjà conclu une entente de coopération visant la réalisation de projets reliés aux techniques de pêche et aux procédés de transformation du poisson. Cette année, l'entente a débouché sur des projets spécifiques incluant la participation d'entreprises québécoises. Enfin, le CRIQ est sur le point de conclure un échange de savoir-faire relié à la simulation par ordinateur des procédés de sciage avec le Centre technique du bois et de l'ameublement (CTBA) de France.

La R-D au laboratoire de Sainte-Foy

Le laboratoire de Sainte-Foy concentre ses activités dans les secteurs des matériaux et procédés, de la transformation des ressources et des techniques de fabrication.

Les travaux réalisés au laboratoire de Sainte-Foy couvrent de nombreux aspects de la production. On y retrouve des équipes spécialisées dans les domaines de l'automatisation, de l'énergie, du génie manufacturier et des techniques d'atelier. D'autres travaillent en conception et en dessin assistés par ordinateur, en machinerie d'exploitation industrielle, en ingénierie des bois, en équipements et systèmes mécaniques, en ingénierie agricole et des pêches. D'autres équipes, enfin, oeuvrent en biotechnologie et en alimentation, en chimie, en métaux et céramiques, en procédés chimiques et en plastique.

En 1987-1988, plus de 382 projets d'une valeur totale de 7 M $ ont été confiés aux équipes du laboratoire de Sainte-Foy.

Quelques exemples

L'exercice 1987-1988 a vu l'achèvement de travaux d'importance entamés l'année précédente de même que la signature d'une entente particulièrement prometteuse pour le Québec. En effet, après que des essais en biofiltration eurent démontré la possibilité de réduire l'intensité des odeurs émises par solvants organiques, le CRIQ, Tourbières Premier et le Centre québécois de valorisation de la biomasse ont conclu une entente. Les efforts des trois organismes seront unis dans un programme conjoint de R-D visant à compléter le développement des systèmes déjà mis à l'essai et l'adaptation de la technologie à d'autres applications.

La mise au point et l'assistance à la mise en production d'une nouvelle foreuse de cheminée verticale de 30 à 70 pouces pour Machines Roger International constitue une innovation majeure dans le domaine. Ce concept de forage permet de réduire les coûts d'exploitation minière en maintenant un degré de sécurité jusqu'ici inégalé avec les

équipements existants. Machines Roger International voit s'ouvrir un marché mondial pour sa nouvelle foreuse.

Des efforts ont été entrepris avec l'IRSST* pour mettre au point et développer un système anti-recul plus sécuritaire des refendeuses à scies multiples.

Pour l'industrie du bois ouvré, les spécialistes du laboratoire de Sainte-Foy ont développé une ligne automatisée de production de panneaux de clôture comprenant l'alimentation en planches ainsi que les stations de pré-assemblage, de clouage, d'inspection, d'empilage et d'emballage.

On a mis fin au programme du laboratoire mobile de fonderie, collaboration CRIQ-CANMET-CNRC-APRO*, après douze visites d'entreprises au Québec et six dans les Maritimes. Parallèlement à ces travaux, une étude de faisabilité technico-économique a été réalisée en vue de remplacer les énergies fossiles par l'électricité dans les fonderies de fontes.

Un injecteur de polyuréthane pour résines thermodurcissables a été développé, mis au point et adapté aux besoins des entreprises québécoises du secteur des plastiques.

Parmi les autres réalisations des équipes de travail du laboratoire de Sainte-Foy, mentionnons l'amélioration des performances des systèmes de réfrigération qui minimise les problèmes d'environnement causés par l'ozone; la mise au point de solutions d'hormones pour la culture industrielle de fèves germées; la mise au point d'une méthode de synthèse d'un additif pour carburant lourd; enfin, divers travaux en assurance qualité et en gestion manufacturière.

* IRSST : Institut de recherche en santé et sécurité du travail
CANMET : Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie d'Énergie, Mines et Ressources Canada
CNRC : Conseil national de recherches Canada
APRO : Association des organisations provinciales de recherche du Canada inc.

La R-D au laboratoire de Montréal

Ouvert en 1985, le laboratoire du CRIQ à Montréal est maintenant reconnu pour ses travaux dans les secteurs des produits, de la production et de l'électronique.

Ces secteurs s'intéressent à des domaines aussi variés que l'électronique des communications et l'électronique industrielle, les systèmes et technologies électroniques, la micro-informatique et les systèmes de commande; la mécanique assistée par ordinateur, la conception de produits, l'automatisation, les tests et les évaluations, la construction de prototypes, la productivité et la production assistée par ordinateur.

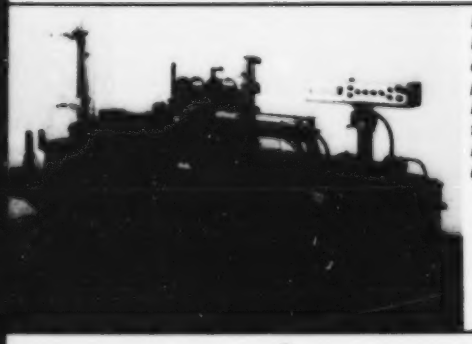
En 1987-1988, les équipes du CRIQ à Montréal ont amorcé plus de 274 projets, d'une valeur globale de 5,7 M $.

Quelques exemples

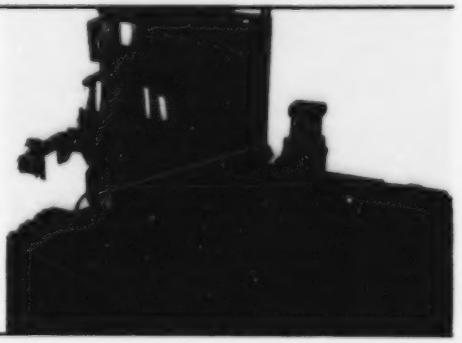
1987-1988 fut pour l'ensemble du laboratoire de Montréal une année particulièrement active tant au niveau de la visibilité des activités du CRIQ dans la grande région de Montréal, qu'au niveau de la consolidation de ses activités.

En automatisation, les réalisations ont été assez variées allant du développement d'un équipement automatisé destiné au contrôle de la qualité de disques compacts jusqu'à celui de trois machines: une pour l'assemblage et le remplissage d'un distributeur d'une variété de pommade, une pour la fabrication de bâtons de rouge à lèvres et une autre pour la fabrication de moustiquaires. Ces projets ont fait appel à une technologie d'avant-garde en matière d'assemblage automatisé.

On ne saurait passer sous silence les essais effectués sur les structures de wagons du monorail de Disneyworld. À la demande de Bombardier ltée, les équipes de Montréal ont soumis à des essais statiques et dynamiques le prototype d'une nou-



Machine fabriquant l'enveloppe métallique extérieure d'une poubelle domestique. Deuxième modèle de ce type de machine pour le même client : Ekco Canada inc.



Machine servant à fabriquer des sacs stériles utilisés dans les hôpitaux et cliniques. Client : Les plastiques Simport ltée

velle suspension latérale pour monorail de même que sa structure portante. L'objectif principal visait à en vérifier la fiabilité pour une utilisation normale de 30 ans de service.

De plus, plusieurs nouveaux produits ont vu le jour au cours de l'année et ce, avec l'intervention des spécialistes du laboratoire de Montréal lors de diverses étapes du développement: un concept de casque de hockey et sa visière qui respectent les exigences de performance et de sécurité de la norme CSA, la mise au point d'un distributeur de médicaments et d'un attache-skis antivol sont des exemples de projets réalisés.

Du côté électronique, mentionnons le développement d'un système de communication pour le milieu hospitalier et la mise au point d'un système d'alimentation automatique pour vaches laitières. Ce dernier projet comprend la conception et la programmation du contrôleur et des capteurs, ainsi que le développement d'un système de médaillon-lecteur pour l'identification du bétail.

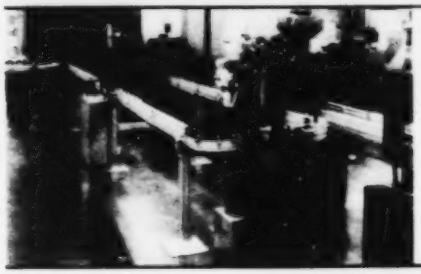
Au cours de l'année, le laboratoire de Montréal a de plus continué l'intégration de deux cellules de fabrication flexibles (usinage et métal en feuille) à son centre de démonstration mis en place l'année précédente, projet conjoint réalisé avec l'AMC*. Plusieurs séminaires ont de plus été donnés, pour le milieu industriel, sur le Contrôle statistique de procédés et le Juste-à-temps, témoignant ainsi de l'intérêt des entrepreneurs québécois pour l'adoption de techniques de gestion totale de la qualité.

La collaboration du personnel et des partenaires

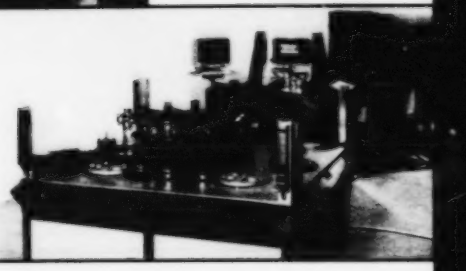
Les résultats obtenus en 1987-1988 démontrent une fois de plus que le CRIQ a le souci de tout mettre en oeuvre pour satisfaire sa clientèle industrielle. Si le CRIQ réussit à maintenir l'excellence de ses services, c'est avant tout grâce au dévouement et à la compétence de son personnel ainsi qu'à la confiance que lui accordent les entreprises manufacturières.

Le personnel des Services administratifs et techniques, du Secrétariat et des affaires juridiques, des Ressources humaines et des communications de même que celui de Contrôle et finances contribue efficacement par leur rôle de soutien et de conseil à l'atteinte des objectifs du CRIQ.

De plus, soulignons les efforts consentis par le CRIQ au développement des activités du Centre de recherche industrielle du meuble et du bois ouvré. Le CRIMBO, qui entre dans sa 2e année de fonctionnement, est issu d'un partenariat entre le CRIQ, le Cégep de Victoriaville et les deux principales associations qui représentent les industriels du meuble et du bois ouvré (AFMQ*, APIBOQ*).



Machine à fabriquer des bâtons de rouge à lèvres
Client: Avon Canada inc



Système de manutention et de classification de disques compacts au poste de contrôle de la qualité. Client: Disque Americ inc.

Enfin, le rapprochement du CRIQ avec ses principaux partenaires de développement que sont les représentants du MIC, de l'ACIQ*, de la SDI* et du CNRC s'est poursuivi entraînant une meilleure concertation des différents intervenants dans leurs contacts avec la clientèle. A cet effet, notons particulièrement l'entente de collaboration MIC, SDI, CRIQ qui vise à offrir une formule de financement simplifiée aux clients du CRIQ.

Il convient également de souligner la coopération soutenue du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec dans de nombreuses initiatives d'intérêt commun.

Au nom du Conseil d'administration,

Guy Bertrand, ing.

* AMC: Association des manufacturiers canadiens

* AFMQ: Association des fabricants de meubles du Québec
APIBOQ: Association provinciale de l'industrie du bois ouvré du Québec
ACIQ: Association des commissaires industriels du Québec
SDI: Société de développement industriel

Le CRIQ a pris les dispositions nécessaires pour appliquer et faire respecter la loi 84 portant sur la protection des non-fumeurs.

Le Conseil d'administration, la direction et le personnel

Le Conseil d'administration[1]

Guy Bertrand *
Président et Directeur général CRIQ

Harry Bick, c.a.
Président Bick, Ansky, Minkoff
(Montréal)

Charles Bigonesse
Directeur général Métal 7 inc.
(Clarke City)

Claude Blanchard, avocat
Blanchard, Vinet, Plante
et Bourbonnais
(Valleyfield)

Pierre Coulombe
Sous-ministre adjoint
Ministère du Commerce extérieur et
du Développement technologique
(Québec)

Michel Drouin
Vice-président et Directeur général
Les meubles Drouin ltée
(Sainte-Agathe-de-Lotbinière)

Maurice Dussault
Brochet, Dussault et Associés
(Québec)

Serge Gagné *
Président Les industries G.L.P. inc.
(Saint-Jean-sur-Richelieu)

Jean Gauthier
Président Lavalfab (1987) inc.
(Chomedey)

Guy Goupil *
Président et Directeur général
Lab-Volt (Québec) ltée (Sainte-Foy)

Michel LaSalle *
Sous-ministre adjoint
Ministère de l'Industrie et
du Commerce (Québec)

Denise Martin
Vice-présidente aux systèmes
d'information
Épiciers Unis Métro-Richelieu inc.
(Montréal)

André Normand
Président Prévost Car inc.
(Sainte-Claire-de-Dorchester)

Robert Piquette
Président Prélect inc.
(Chomedey)

Denis Poussart *
Professeur de génie électrique
Département de génie électrique,
Université Laval (Sainte-Foy)

Jean-Pierre Warren
Président et Directeur général
Structal inc. (Duberger)

* Membres du Comité exécutif

La direction[1]

Guy Bertrand
Président et Directeur général

Guy Auger
Directeur des ressources humaines
et des communications

Jean-Paul Brassard
Directeur de la valorisation et
des affaires internationales

Jacques Brosseau
Secrétaire

Marcel Simard
Contrôleur et Directeur des finances

Richard Beaudry
Vice-président développement
corporatif et marketing

Gilles Lessard
Directeur du Service marketing

Jacques Plourde
Vice-président opérations Québec

Jean-Jacques Dumas
Directeur du Secteur matériaux
et procédés

Raphaël Lavoie
Directeur du Secteur mécanique

Jean-Guy Lemay
Directeur des Services
administratifs et techniques

Pierre Roy
Directeur du Secteur ingénierie
de la fabrication

Claude E. Lafrance
Directeur de l'information
industrielle et technologique

Clifford N. Baronet
Vice-président opérations Montréal

Jean-Paul Gagnon
Directeur adjoint à la vice-
présidence opérations Montréal

Hans Baumans
Directeur du Secteur électronique

Raymond Larochelle
Directeur du Secteur produits

Gérald Turp
Directeur du Secteur production

Le personnel[1]

Au 31 mars 1988, le CRIQ comptait 422 employés réguliers auxquels s'ajoutaient 32 personnes engagées sur une base temporaire. La répartition des employés réguliers était la suivante: 264 travaillaient au siège social à Sainte-Foy, 155 au laboratoire de Montréal et 3 employés étaient en poste à Ottawa, dont 2 à l'Institut canadien de l'information scientifique et technique (ICIST) et 1 au Conseil national de recherches Canada (CNRC).

[1] au 31 mars 1988

Les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1988

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherche industrielle du Québec au 31 mars 1988 ainsi que l'état des revenus et dépenses et de l'avoir et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1988 ainsi que les résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.
Québec, le 26 mai 1988

Les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1988

Bilan au 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	198 963	—
Dépôts à terme	—	529 822
Débiteurs	1 944 251	1 977 682
Versements sur prêts aux employés à recevoir en deçà d'un an (note 3)	45 598	88 400
Travaux en cours	1 893 271	2 123 729
Frais payés d'avance	437 877	536 215
Contribution à recevoir d'un partenaire (note 4)	662 765	—
	5 182 725	5 255 848
Prêts aux employés (note 3)	—	45 598
Dépôt sur acquisition d'équipements (note 4)	662 695	—
Immobilisations (note 5)	22 503 463	22 297 707
Frais reportés	1 095 363	405 002
	29 444 246	28 004 155
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	—	251 107
Emprunt bancaire	—	500 000
Créditeurs et frais courus	2 113 861	2 061 480
Dépôts et avances:		
Travaux en cours	208 117	334 300
Autres	47 115	56 715
	2 369 093	3 203 602
AVOIR	27 075 153	24 800 553
	29 444 246	28 004 155

ENGAGEMENT ET ÉVENTUALITÉS (note 8)

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 9)

Pour le Conseil d'administration,

Denis Poussart

Guy Goupil

Revenus et dépenses et avoir de l'exercice terminé le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
REVENUS		
Travaux facturés	11 523 410	10 368 818
Intérêts sur dépôts bancaires	479 230	257 360
Autres	85 147	28 970
	12 087 787	10 655 148
DÉPENSES (note 6)		
Direction générale	161 018	136 551
Secrétariat et affaires juridiques	406 677	222 974
Contrôle et finances	1 329 139	893 656
Valorisation et affaires internationales	434 081	457 861
Ressources humaines et communications	1 555 756	1 208 533
Développement corporatif et marketing	2 417 950	2 015 134
Information industrielle et technologique	3 104 188	2 698 057
Vice-présidence — opérations Québec	9 339 898	8 758 095
Vice-présidence — opérations Montréal	7 413 930	6 707 375
Intérêts sur emprunt bancaire	2 761	22 317
	26 165 398	23 120 553
Amortissement des immobilisations	2 351 861	2 205 050
Perte sur aliénations d'immobilisations	45 928	142 706
	28 563 187	25 468 309
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	16 475 400	14 813 161
CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (note 7)	18 750 000	17 800 000
EXCÉDENT DES REVENUS ET DE LA CONTRIBUTION SUR LES DÉPENSES	2 274 600	2 986 839
AVOIR AU DÉBUT	24 800 553	21 813 714
AVOIR À LA FIN	27 075 153	24 800 553

Évolution de la situation financière de l'exercice terminé le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des revenus et de la contribution sur les dépenses	2 274 600	2 986 839
Éléments sans incidence sur les liquidités		
Amortissement des immobilisations	2 351 861	2 205 050
Perte sur aliénations d'immobilisations	45 928	142 706
Fonds générés par les opérations	4 672 389	5 334 595
Variation des actifs et passifs à court terme hors liquidités	278 825	(2 079 525)
Fonds générés par les activités d'exploitation	4 951 214	3 255 070
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENTS		
Projet d'acquisition d'équipements	(1 325 460)	—
Acquisitions d'immobilisations	(2 761 699)	(2 807 496)
Prêts aux employés	88 400	60 533
Frais reportés	(690 361)	(80 790)
Produits d'aliénations d'immobilisations	158 154	117 974
Fonds absorbés par les activités d'investissements	(4 530 966)	(2 709 779)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS AU COURS DE L'EXERCICE	420 248	545 291
ENDETTEMENT BANCAIRE AU DÉBUT	(221 285)	(766 576)
ENCAISSE (ENDETTEMENT BANCAIRE) À LA FIN	198 963	(221 285)

Notes complémentaires 31 mars 1988

1. Constitution et objets

Le Centre, constitué par loi spéciale, est une corporation au sens du Code civil et a pour objets la recherche en sciences appliquées, la mise au point de produits, procédés et appareils industriels ainsi que la collecte et la diffusion de l'information et de renseignements d'ordre technologique et industriel.

2. Conventions comptables

Les états financiers ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont constitués des services rendus non facturés à la fin de l'exercice et sont inscrits au moindre des coûts encourus ou des montants récupérables en vertu des contrats.

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'acquisition et elles sont amorties selon la méthode du solde dégressif aux taux suivants:

Bâtiments	5 % et 8 %
Mobilier et équipement	15 % et 20 %
Matériel roulant	30 %
Aménagements des terrains	8 %
Équipements informatiques et logiciels	25 % et 30 %
Stands	40 %

Frais reportés

Les frais reportés sont constitués des coûts récupérables de certains services rendus et sont imputés aux opérations en fonction des redevances basées sur les ventes du client. Les frais non récupérés à la fin du contrat sont virés aux opérations.

Régime de retraite

La contribution de l'employeur aux régimes de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée à l'état des revenus et dépenses et de l'avoir.

3. Prêts aux employés

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1986, le Centre a instauré un programme d'incitation à l'achat de micro-ordinateurs à l'intention de ses employés. Ce programme prévoit un prêt sans intérêt d'un maximum de 4 000 $, remboursable p retenue sur le salaire, avec échéance n'excédant pas le 31 décembre 1988.

	1988 $	1987 $
Prêts	45 598	133 998
Versements à recevoir en deçà d'un an	45 598	88 400
	—	45 598

4. Dépôt sur acquisition d'équipements

En janvier 1987, le Centre a conclu une entente avec l'Association des manufacturiers canadiens (AMC) afin de procéder conjointement à l'acquisition d'équipements pour implanter dans les locaux du Centre un laboratoire de développement et de démonstration de production assistée par ordinateur. Selon cette entente, le Centre verse toutes les sommes nécessaires à l'acquisition des équipements. D'autre part, l'Association des manufacturiers canadiens (AMC) s'est engagée à verser sans délai au Centre la subvention de 1 000 000 $ qu'elle percevra à titre d'aide financière gouvernementale à cet égard. De plus, cette entente prévoit également que les équipements seront la propriété indivise des deux partenaires jusqu'au 31 mars 1990 et par la suite, deviendront la propriété exclusive du Centre.

Le coût total prévu pour ces équipements est d'environ 2 375 000 $. Au 31 mars 1988, aucun équipement n'avait été reçu et à cette date, les transactions relatives à ce projet d'acquisition d'équipements se résumaient comme suit:

	$
Montant total du dépôt par le Centre	1 325 460
Contribution à recevoir du partenaire dans ce projet	(662 765)
Dépôt sur acquisition d'équipements	662 695

5. Immobilisations

	1988			1987
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Terrains	1 400 929	—	1 400 929	1 400 929
Bâtiments	17 559 640	4 020 978	13 538 662	14 085 904
Équipement téléphonique	878 153	199 090	679 063	697 916
Mobilier de bureau	850 451	467 557	382 894	381 550
Mobilier de laboratoire	255 752	139 909	115 843	125 587
Équipement audio-visuel	350 296	149 727	200 569	116 415
Matériel roulant	67 480	32 611	34 869	32 408
Équipement de laboratoire	9 143 547	5 433 306	3 710 241	3 507 828
Équipement informatique	4 765 153	2 324 760	2 440 393	1 949 170
	35 271 401	12 767 938	22 503 463	22 297 707

6. Dépenses par nature

	1988	1987
	$	$
Traitements et avantages	17 342 922	15 517 228
Autres frais du personnel	417 805	336 640
Frais de déplacement	935 792	730 941
Fournitures	3 528 166	3 135 794
Location de services	1 250 245	1 193 299
Énergie, taxes et autres	1 749 516	1 826 113
Entretien des bâtiments	425 486	243 752
Intérêts sur emprunt	2 761	22 317
Mauvaises créances	512 705	114 469
	26 165 398	23 120 553

7. Contribution du gouvernement du Québec

Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Centre une somme de 105 000 000 $ au cours de la période du 1er avril 1985 au 31 mars 1990, somme qui sera payée en plusieurs versements dont le montant et les conditions seront déterminés par le gouvernement. Le total de ces versements, pour l'exercice 1988-1989, a été fixé à 17 500 000 $. Pour les exercices subséquents, il ne pourra être inférieur à 17 500 000 $. Au 31 mars 1988, le solde autorisé pouvant être versé par le Ministre des Finances s'élève à 50 950 000 $.

8. Engagement et éventualités

Engagement

Le Centre a conclu une entente avec le CEGEP de Victoriaville, l'Association des fabricants de meubles du Québec inc. et l'Association provinciale de l'industrie du bois ouvré du Québec inc., pour la formation du Centre de recherche industrielle du meuble et du bois ouvré inc.(CRIMBO). En vertu de cette entente, le Centre s'est engagé à fournir au cours des trois premières années d'opération de CRIMBO à compter d'octobre 1986 sous forme d'assistance technique, à même ses ressources humaines, des services techniques, administratifs ou de marketing pour un montant équivalent à 304 000 $. Au 31 mars 1988, les services fournis par le CRIQ à cet effet s'élevaient à 145 521 $ (au 31 mars 1987: 22 800 $).

Éventualités

Une action en justice de 2 800 000 $ pour des dommages et intérêts a été intentée contre le Centre. En plus, des réclamations totalisant environ 400 000 $ sont aussi en cours à la date de préparation des états financiers. Selon l'opinion des dirigeants du Centre et celle de ses conseillers juridiques, aucun passif important ne peut résulter de ces éventualités. En conséquence, aucune provision pour perte éventuelle n'a été inscrite aux états financiers concernant cette réclamation.

9. Événement postérieur à la date du bilan

Le 9 mai 1988, le Centre a procédé à une émission d'obligations d'une valeur nominale de 5 000 000 $, garanties par le gouvernement du Québec. Ces obligations viendront à échéance à raison de 1 000 000 $ par année, à compter de 1989.

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'état des revenus et dépenses et de l'avoir de 1987 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1988.

Production : Direction des ressources humaines et des communications, CRIQ

© Centre de recherche industrielle du Québec, 1988

Dépôt légal 2e trimestre 1988
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-89316-023-9
ISSN 0706-2508

Imprimé au Québec

Le CRIQ est membre de l'Association des organismes provinciaux de recherche